



Retraite, Sécu, impôts, TVA sous le feu de l'austérité

Le Premier ministre, François, Fillon a annoncé le 7 novembre : « Notre pays doit retrousser les manches. »

François Fillon a annoncé, le 7 novembre, un nouveau plan d'austérité. Il succède à celui qui a déjà été adopté le 24 août, et il en annonce d'autres. Comme le souligne le quotidien *Le Monde* (8 novembre), « ces annonces visent à rassurer les marchés et les agences de notation sur la volonté du gouvernement d'alléger le coût du modèle social français ». Remettre en cause le modèle social français, c'est s'attaquer brutalement aux retraites et à la Sécurité sociale, c'est-à-dire au salaire différé et aux droits et garanties acquis par les travailleurs depuis des décennies. C'est poursuivre et amplifier la suppression de postes dans la fonction publique, dans l'enseignement, dans les hôpitaux. Rassurer les marchés et les agences de notation, cela veut dire tout livrer à la spéculation, au profit et, pour cela, chercher à imposer aux travailleurs et aux organisations qu'ils ont constituées pour se défendre l'acceptation de ces plans. Ces questions sont au centre de la discussion préparatoire à la conférence du 26 novembre à l'appel des 160.

Marie Stagliano

Le Premier ministre, François Fillon a annoncé ce lundi 7 novembre, à l'issue d'un Conseil des ministres extraordinaire, un nouveau plan d'austérité : 7 milliards d'euros d'économies qui viennent s'ajouter aux 12 milliards d'euros du plan précédent adopté il y a deux mois à peine. « *Le temps est venu d'ajuster les efforts de la France.* » « *Nous vivons une phase de basculement de l'histoire économique du monde. (...) Notre pays doit retrousser les manches* », a averti le Premier ministre. Quelles sont les principales mesures programmées ?

“NOUS AVONS DÉCIDÉ DE RÉDUIRE PLUS RAPIDEMENT LE DÉFICIT DES RÉGIMES D'ASSURANCE VIEILLESSE”

Il s'agit d'accélérer l'application de la loi de 2010 sur les retraites contre laquelle se sont dressés des millions de travailleurs, au cours de l'automne dernier, loi qui programme le passage de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans en 2018, au rythme de quatre mois de travail supplémentaires par an. Avancer l'échéance à 2017, ce qu'a annoncé Fillon, permet des gains substantiels : 100 millions d'euros en 2012. Selon les estimations de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), en 2011, alors que la loi n'est entrée en vigueur qu'à partir de juillet, il devrait y avoir 107 000 nouveaux retraités de moins qu'en 2010 pour le régime général du secteur privé. En 2012, 155 000 salariés devront reporter leur départ. Des mois d'activité en plus pour les salariés nés entre 1952 et 1956, pour le même montant de retraite, et l'impossibilité de bénéficier d'une « surcote » pour ceux qui ont atteint la durée de cotisation exigée.

Pour des millions de salariés, le départ à la retraite, une fois de plus, repoussé.

“EN MATIÈRE DE PRESTATIONS SOCIALES, NOUS PROPOSONS DE REVOIR LES RÈGLES D'INDEXATION”

Actuellement, les aides sociales sont indexées sur l'inflation prévisible (1,7 % en 2012) et certaines bénéficient d'un rattrapage l'année suivante si l'inflation réelle a été supérieure. Les allocations familiales, par exemple, étaient ainsi censées progresser de 2,3 % en 2012. Foin de tout cela : allocations familiales et aides au logement (« *une charge lourde* » a déclaré Fillon) ne progresseront que de 1 % l'an prochain, soit au même rythme que la croissance économique, pour rapporter 400 millions d'économies sur le dos des familles.

“EN MATIÈRE DE MAÎTRISE DES DÉPENSES DE SANTÉ, UN EFFORT SUPPLÉMENTAIRE DE 700 MILLIONS D'EUROS”

Ainsi, la progression des dépenses d'assurance maladie est ramenée de 2,8 % initialement prévus à 2,5 %. Le projet de budget de la Sécurité sociale présenté en septembre dernier prévoyait déjà un effort de 2,2 milliards d'euros (baisse du nombre de médicaments remboursés, réduction des indemnités journalières...). Mais cela ne suffit déjà plus, il faut couper encore plus !

“GELER LE BARÈME DE L'IMPÔT SUR LE REVENU”

Voici comment cette mesure est analysée par un responsable syndical des impôts : « *Il y a en France cinq seuils d'imposition, qui vont de 0 à 41 %, et relevés chaque année pour suivre l'inflation. L'année prochaine, ces seuils ne bougeront pas, tandis que les salaires évolueront un peu.* » Conséquences : par le simple jeu de l'inflation, des milliers de contribuables passeront donc à la tranche supérieure et paieront plus d'impôts, et « *des dizaines de milliers de foyers, jugés jusqu'ici trop précaires, basculeront*

dans la première tranche d'imposition et perdront au passage le bénéfice de certaines aides sociales. »

Un gel qui permet au gouvernement d'espérer une recette de 1,7 milliard d'euros prélevés directement dans les poches des ménages.

“RELEVER LA TVA DE 5,5 % À 7 % SUR TOUS LES PRODUITS ET LES SERVICES”

A l'exception des produits dits de première nécessité (alimentation, abonnements au gaz et à l'électricité), tous les autres produits, titres de transport, restauration, hôtellerie, rénovation des logements, médicaments non remboursés... coûteront plus cher. Les livres aussi, ce qui fait réagir vivement un syndicat de l'édition : « *Le livre, c'est aussi l'éducation (...). Les écoles, les universités, les bibliothèques publiques ne peuvent déduire la TVA.* »

Et le directeur de l'Observatoire du livre dénonce une mesure qui « *menace l'équilibre précaire sur lequel repose la chaîne du livre.* »

Tous les secteurs sont touchés. La réduction des déficits publics n'a aucune limite, aucune frontière.

Le Premier ministre l'a annoncé en présentant son plan : « *Nous avons des objectifs et un calendrier intangibles : en 2012 nous ramènerons notre déficit public à 4,5 % de la richesse nationale, à 3 % en 2013, à 2 % en 2014, jusqu'à l'équilibre qui doit être atteint en 2016.* »

Sept milliards supplémentaires pour 2012, dans le cadre d'un plan « *pluriannuel* » avec « *des mesures qui verront leurs effets s'amplifier au fil des ans* », commente le quotidien *Les Echos*.

Les choses sont claires. Pour un gouvernement dont la priorité est le retour à « *l'équilibre des dépenses publiques* », le scénario est déjà tout programmé : des plans de rigueur qui vont se succéder année après année, jamais suffisants, toujours plus brutaux contre toutes les couches de la population. ■

Grèce

“Union nationale” en Grèce contre la classe ouvrière et la démocratie

Papandréou annonce la convocation d'un référendum, puis son retrait à la veille du G 20

Christel Keiser et Dominique Ferré

En annonçant, lundi 31 octobre, la possibilité de la convocation d'un référendum pour ratifier les décisions du sommet européen du 26 octobre, le Premier ministre grec, Georges Papandréou, reconnaissait à la face du monde l'incapacité de son gouvernement « socialiste » d'imposer au peuple grec les plans de la troïka, rejetés par un véritable soulèvement populaire.

En convoquant Papandréou à la veille du G 20 de Cannes pour le sommer de s'expliquer, Sarkozy et Merkel ont indiqué que, sous le joug de la dictature de la troïka, il n'y a place ni pour la démocratie ni pour quelque forme de souveraineté nationale que ce soit. Personne n'a le droit de remettre en cause l'accord européen, qui supposerait pour la Grèce un nouveau plan d'austérité après celui qui vient juste d'être voté. Le mauvais élève Papandréou, toute honte bue, s'est fait tirer l'oreille et sermonner : la solution en Grèce consiste à mettre en place un « gouvernement d'union nationale », lui a notamment martelé Sarkozy.

De retour à Athènes, le 3 novembre, Papandréou appelle tous les partis politiques « à la formation d'un gouvernement de coalition dans l'immédiat afin de rétablir la stabilité ».

Le lendemain, il annonce renoncer à tout référendum et obtient d'une courte majorité la confiance des parlementaires. A l'issue de tractations qui dureront tout le week-end, et au prix de la démission de Papandréou, les dirigeants de Nouvelle démocratie (droite) acceptent de former un gouvernement d'union nationale avec le Pasok, le parti « socialiste ». L'Eurogroupe, réuni le 7 novembre, « réitère son désir de voir tous les principaux partis poli-



Dimanche 6 novembre, le président grec, Carolos Papoulias, reçoit le Premier ministre, Georges Papandréou, et le chef du parti d'opposition Nouvelle démocratie, Antonis Samaras.

Photo AFP

tiques grecs adhérer au programme d'ajustement » et rappelle à la Grèce qu'elle ne recevra plus aucun centime sans s'engager clairement à réaliser les économies promises. Mais la « population grecque (est) au bord de la révolte », s'alarme *The Economist* (5 novembre). « Un gouvernement de coalition consti-

tué autour des deux principaux partis du centre (Pasok et Nouvelle démocratie — NDLR) risque de permettre aux extrêmes de devenir les dépositaires de la rage et du désespoir que l'austérité à venir ne manquera pas de provoquer », ajoute le *Financial Times* (7 novembre).

La dictature de la troïka, qui prend aujourd'hui la forme de l'union nationale, se heurte malgré tout à un obstacle majeur. Comme l'indique un professeur en sciences sociales d'Athènes (*Les Echos*, 7 novembre) : « En 2007, Georges Papandréou avait conquis le leadership du Pasok avec le fort soutien de la majorité des responsables syndicaux. (...) Aujourd'hui, les syndicats ont pris leurs distances avec le monde politique. » Et pour cause : depuis des mois, occupations, grèves et manifestations se multiplient dans tous les secteurs (et se poursuivent encore aujourd'hui, y compris dans certains ministères, nous indiquent nos correspondants), entraînant les organisations contre les mesures du gouvernement « socialiste » aux ordres de la troïka.

Nikos, un chauffeur de taxi athénien, résume une opinion largement répandue : « Peu importe le visage. Ce qui arrive, c'est ce qu'exige de nous l'Union européenne en nous mettant un couteau sous la gorge. Ils vont juste choisir le visage le plus sympathique pour faire passer ces mesures. »

De Solon à Papandréou

Interviewé lors d'une émission très populaire en Grèce, le compositeur Mikis Theodorakis, résistant à la dictature des colonels, dont les chansons sont diffusées par haut-parleur dans les entreprises occupées, a averti que si la Grèce se soumet aux exigences de ses « partenaires européens », c'en sera « fini de nous en tant que peuple et nation (...). La seule solution est de se lever et de combattre. »

Il a également adressé une lettre ouverte aux peuples d'Europe, publiée dans de nombreux journaux grecs, dans laquelle il indique : « Ne croyez pas vos gouvernements lorsqu'ils prétendent que votre

argent sert à aider la Grèce. (...) Leurs programmes de "sauvetage de la Grèce" aident seulement les banques étrangères, celles précisément qui, par l'intermédiaire des politiciens et des gouvernements à leur solde, ont imposé le modèle politique qui a mené à la crise actuelle. (...) La démocratie est née à Athènes quand Solon a annulé les dettes des pauvres envers les riches. Il ne faut pas autoriser aujourd'hui les banques à détruire la démocratie européenne, à extorquer les sommes gigantesques qu'elles ont elles-mêmes générées sous forme de dettes. »

POI
PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT

Déclaration du bureau national du POI du 5 novembre

Extraits, lire la déclaration en page 8

Vendredi 4 novembre, le G 20 (sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des vingt pays les plus riches du monde) a, sous l'égide du président des Etats-Unis, débouché sur trois conséquences concrètes :

— En Grèce : soumis à un ultimatum du G 20, le Premier ministre Papandréou, membre du Pasok (Parti socialiste grec), renonce à son référendum et appelle à constituer un gouvernement de coalition. Le but recherché : face à la résistance acharnée de la classe ouvrière et de la population, tenter d'associer les organisations et partis à la mise en œuvre du plan de la troïka FMI-Union européenne-BCE, un plan qui ampute salaires et pensions jusqu'à 40 %, liquide des pans entiers de la fonction

publique (30 000 licenciements immédiats) et toutes les conventions collectives dans le secteur privé.

— En Italie : le pays est placé sous la tutelle directe du Fonds monétaire international qui contrôlera l'exécution de ses plans tous les trois mois.

— En France : un Conseil des ministres extraordinaire est convoqué le 7 novembre pour mettre au point le plan d'austérité. Au compte des spéculateurs et des capitalistes, G 20, FMI, Union européenne, Banque centrale européenne veulent assujettir tous les peuples à leurs diktats, piétinant ce qui reste de démocratie et de souveraineté ! Mais ces institutions de destruction, et les gouvernements à leur service, se heurtent à la résistance des travailleurs et des peuples. Dans toute l'Europe, les

travailleurs sont solidaires de leurs frères grecs qui, depuis des mois, et en dépit des obstacles auxquels ils sont confrontés, combattent avec acharnement pour empêcher le plan meurtrier. C'est d'ailleurs cette résistance, cette lutte de classe, en Grèce comme dans tous les pays, qui amène le G 20 (et en particulier Sarkozy) à lancer un appel au consensus (et même à l'union nationale) entre gauche et droite afin de faire appliquer dans chaque pays les exigences de la troïka. Dans le même objectif, le G 20 se prononce pour l'association des organisations ouvrières à ces plans et se félicite des conclusions communes du B 20 (Business 20, les patrons des vingt pays les plus riches du monde) et du L 20 (Labour 20, les organisations syndicales des vingt pays les plus riches du monde).(...)

ÉDITORIAL

Nous y voici

Daniel Gluckstein,
Secrétaire national du POI

Au moment même où il annonçait le contenu du troisième plan d'austérité en moins de 18 mois, le Premier ministre, François Fillon, s'est félicité de l'union nationale (droite-gauche) en vue en Grèce. Certes, les institutions de la Ve République d'une part, la proximité des élections d'autre part, ne favorisent pas une telle combinaison dans notre pays. Toutefois, on remarquera qu'au nom d'une hypothétique réduction de 65 milliards de la dette, le Premier ministre a annoncé un plan qui court jusqu'en 2017. Autrement dit : un plan qui engagerait le pays pour la totalité du prochain quinquennat, quel que soit le nom du futur président de la République. Que répond François Hollande ? Il dénonce « un plan injuste » qui frappe les couches les plus vulnérables de la population, et regrette que les cadeaux faits aux capitalistes ne soient pas remis en cause. Il a raison. Que propose-t-il sur cette base ? « De donner du sens à la rigueur » par des mesures plus équilibrées. Peu ou prou, les dirigeants des autres partis issus du mouvement ouvrier entonnent le même refrain.

Un meilleur équilibre entre travailleurs et spéculateurs ? Répétons-le : ce plan est le troisième, et l'exemple grec nous montre qu'il sera sans doute suivi d'un quatrième, d'un cinquième, d'un sixième... Telle est la logique de la dette et des déficits publics, une arme entre les mains de la classe capitaliste pour mener jusqu'au bout son entreprise de pillage et de démantèlement des droits ouvriers et élargir ainsi par tous les moyens possibles sa marge de profits. La réponse à la situation ne saurait être dans un partage équilibré des sacrifices. Certes, c'est ce que prétend préconiser le G 20 qui salue la déclaration commune patronat-syndicats (1) s'engageant à soutenir l'action des vingt gouvernements des pays les plus riches du monde. Mais, dans leurs grèves et manifestations, les travailleurs grecs ne cessent de répéter : « Cette dette n'est pas la nôtre, nous n'avons pas à la payer ! Dehors la troïka FMI-UE-BCE et ses plans d'austérité. »

Ces questions viennent à l'ordre du jour dans notre pays. Le refus de se soumettre à l'impératif de la réduction de la dette et des déficits publics est la forme concrète du refus — qui devrait être celui de toute organisation fidèle aux intérêts de la classe ouvrière — de se soumettre à la dictature d'un système capitaliste décomposé qui conduit l'humanité à l'abîme.

L'heure approche des plus grandes luttes de classe, avons-nous écrit dans un précédent éditorial. Nous y voici. Le mouvement ouvrier, pour jouer son rôle, se doit de refuser tout accompagnement des plans et mesures d'austérité. Comme l'a déclaré le bureau national du POI, 24 heures avant l'annonce du plan Fillon : « Les développements de la situation mettent chaque jour davantage à l'ordre du jour la lutte de classe, la réalisation de l'unité des travailleurs avec leurs organisations pour bloquer les plans d'austérité. »

(1) Déclaration commune B 20-L 20 : les patrons (Business 20) et les syndicats (Labour 20) des vingt pays les plus riches du monde.

Chronique

INTERNATIONALE

Urgences

Lucien Gauthier

Depuis quelques jours, les menaces de guerre au Moyen-Orient montent en puissance. La presse israélienne a révélé les discussions des cabinets ministériels envisageant un bombardement de l'Iran. Des manœuvres de l'aviation israélienne ont eu lieu en Sardaigne dans l'objectif avoué d'un entraînement pour une attaque dans un pays inconnu. Depuis les révélations de la presse israélienne, le président comme le Premier ministre ont confirmé que cette option d'attaque contre l'Iran n'était pas à exclure. Ils ont d'ailleurs explicitement fait référence à l'intervention anglo-française appuyée par les Américains en Libye pour justifier leur propre intervention. En Syrie, comme on le lira dans ces pages, les affrontements et la répression se poursuivent. Au Yémen également. Les grands défenseurs de la « démocratie » ne disent pas un mot en revanche de l'intense répression qui frappe la population du Bahreïn, parce que ce sont cinq mille soldats saoudiens qui sont sur le terrain. Après la « victoire » d'Ennahda en Tunisie, saluée par l'administration américaine, celle-ci vient de déclarer ne voir aucun problème à un succès des Frères musulmans en Egypte aux élections qui auront lieu le 28 novembre. Pour le gouvernement américain, la chute de Ben Ali et de Moubarak par la mobilisation révolutionnaire du peuple exige la mise en place de gouvernements d'union nationale intégrant les partis islamistes, dans l'objectif de contenir la mobilisation des masses et de poursuivre la politique de subordination de ces pays aux grandes puissances. La conférence d'urgence contre la guerre et la dislocation des nations qui se tiendra à Alger à l'appel de Louisa Hanoune au nom du Parti des travailleurs, et d'Abdelmadjid Sidi Saïd, secrétaire général de l'UGTA, a pour objectif de rassembler des militants et des responsables venus des pays du Maghreb et du Sahel. Mais participeront également à cette conférence des délégations de militants ouvriers, notamment de France, d'Angleterre et des Etats-Unis, qui luttent contre la politique guerrière de leur propre impérialisme. On lira dans ces pages les discussions qui ont lieu en Egypte pour préparer une délégation à cette conférence.

L'événement

Trois Tunisiens sur quatre ne sont pas représentés à l'Assemblée constituante, et les revendications de la révolution restent posées

Tunisie : un gouvernement d'union nationale pour rassurer les marchés

Correspondant

Toute la presse a titré sur le triomphe de Ennahda, parti islamiste, aux élections à l'Assemblée constituante du 23 octobre 2011. Mais la réalité est tout autre. Les Tunisiens n'ont pas choisi le parti Ennahda. La très grande majorité des Tunisiens n'ont voté pour aucun parti représenté à l'Assemblée constituante. Et pour bien le comprendre, examinons les chiffres : — Sur 7 569 824 électeurs, seuls 3 702 627 votants se sont rendus aux urnes, soit 48 % de électeurs. — Plus de 1,2 million de votants ont donné leurs voix à des listes ou des partis qui n'ont obtenu aucun siège à l'Assemblée constituante, soit 37 % des votants. Cela sans compter les bulletins blancs dont le chiffre n'a pas été rendu public. — Donc sur 7,5 millions d'électeurs, plus de 5 millions ne seront pas représentés à l'Assemblée constituante, soit 3 électeurs sur 4. Il est clair que les Tunisiens, dans leur grande majorité, n'ont pas porté à l'Assemblée constituante les partis qui vont y siéger. Et la raison en est simple : ces partis ne sont pas porteurs des revendications que leur révolution a fait résonner jusqu'au fond de l'Europe, jusqu'à devenir aujourd'hui le slogan de la révolution qui s'annonce en Grèce : « *Dégage !* ». Dégage Ben Ali, dégage la troïka. Alors, ici et là, en Grèce comme en Tunisie, face au peuple qui se dresse et qui veut abattre le régime de l'exploitation, les machines politiques se mettent à s'agiter pour finir par concocter la même soupe quand la menace est grande : l'union nationale, le consensus des forces politiques de droite et de « gauche ». Ainsi, à Tunis, avant même que les urnes ne se vident, les ténors islamistes et « laïques » entonnent le même chant. Ben Jaâfar, secrétaire général du Forum démocratique, parti membre de l'Internationale socialiste, déclare que « *la réalisation des objectifs de la révolution commande la participation des partis, des personnalités nationales et des composantes de la société civile à un gouvernement d'intérêt national afin de renforcer l'invulnérabilité de la Tunisie et préserver ses acquis* ». Et il ajoute qu'« *il ne s'agit pas d'appliquer les critères connus dans les démocraties selon la logique de la majorité et de la minorité. Il importe de conjuguer tous les efforts pour entamer la phase constitutive à travers un processus de concertation et de dialogue d'ores et déjà engagé entre les différentes parties politiques.* » Ce que confirme le porte-parole d'Ennahda, Mohamed Ben-



Hamadi Jebali (porte-parole d'Ennahda), reçu à l'Utica (Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat) par sa présidente, Wided Bouchammaoui, et les chefs d'entreprise. « *De part et d'autre un climat de confiance commence à s'instaurer* », déclare l'un d'eux au quotidien *Leaders*.



Mustapha Ben Jaâfar (secrétaire général du Forum démocratique) reçu le 2 novembre à la Bourse de Tunis.

Les travailleurs, avec leurs syndicats de l'UGTT, combattent pied à pied pour leurs revendications.

nour, en disant que « *la participation de son parti au prochain gouvernement est tributaire d'un consensus autour de ses programmes*, plaidant, à ce propos, en faveur de la constitution d'un « *gouvernement d'intérêt national* » qui doit remplir un mandat d'une année depuis la date de sa composition. » Et le deuxième parti en nombre de sièges à la Constituante, le Congrès pour la République de Moncef Marzouki, un *meeting pot* rassemblant le plus large spectre politique au sein d'un même... congrès, joint sa voix à ce concert consensuel : « *Ce gouvernement de coalition, tel qu'il a été envisagé par le CPR doit être un "gouvernement politique par excellence" qui ne se contente pas uniquement de la gestion des affaires courantes, un gouvernement composé de partis qui partagent la même volonté de parachever la réalisation des objectifs de la révolution.* »

Tout cela est aux antipodes de la volonté du peuple qui s'est uni pour porter très haut ses revendications révolutionnaires. L'heure pour les nouveaux maîtres du jeu

La Bourse de Tunis a reçu les principaux chefs de partis (Ennahda, le Forum démocratique et le Congrès pour la République) devant composer le gouvernement d'union nationale.

politique est de « rassurer les marchés » rassurer les investisseurs, les « partenaires internationaux ». Dès le lendemain des élections, Hamadi Jebali, secrétaire général d'Ennahda et probable futur Premier ministre, rassure les hommes d'affaires et investisseurs tunisiens et considère les hommes d'affaires comme étant des « partenaires » dans la prise de décision et dans tous les dossiers économiques et sociaux. Discours qui enchante le patronat qui demande la participation de la centrale patronale, l'Utica, aux prises de décisions économiques et sociales du pays. Au lendemain même des élections, tout le secteur de La Poste est en grève à l'appel de son syndicat. Le 2 novembre, c'est au tour des travailleurs de l'entreprise Solitex d'appeler à un arrêt de travail pour s'opposer au plan de licenciements décidé par le patron de l'entreprise. Lequel patron, porté sans doute par les promesses rassurantes des dirigeants d'Ennahda et sa volonté d'associer le patronat « aux prises de décisions économiques et sociales du pays », avait exigé qu'en contrepartie de la réintégration de ses ouvriers dans l'entreprise, ceux-ci abandonnent tous leurs droits. Le même jour, les employés et agents du complexe médical de Sousse et ceux de vingt dispensaires de l'agglomération entrent en grève pour exiger le paiement de l'allocation sociale due à quelque 250 agents et employés. C'est également la grève à Sfax pour les agents des chemins de fer pour non-respect par la direction des accords signés portant sur la gratuité des transports et la promotion des plus anciens, grève qui est conduite par le syndicat régional des chemins de fer. Le 3 novembre, c'est au tour des agents et employés de l'administration régionale de l'équipement et de l'habitat d'occuper les locaux de l'administration, exigeant la titularisation des temporaires et l'amélioration des salaires. Le 4 novembre, la fédération de la santé publique de l'UGTT appelle les travailleurs de l'entreprise pharmaceutique de Sidi Daoud à cesser le travail, pour protester contre la politique trouble de la direction et son refus de leur accorder la prime de risque qu'ils exigent. Les travailleurs, avec leurs syndicats de l'UGTT, combattent pied à pied pour leurs revendications et répondent, au nom de tout le peuple qui s'est dressé contre le régime de l'exploitation, à ceux qui veulent leur imposer un gouvernement de consensus et qui leur disent que « *l'heure n'est pas aux revendications mais à l'élaboration d'une Constitution* ». Car les revendications sociales sont le cœur même du combat pour la Constituante.

ÉGYPTE > La Conférence d'Alger se prépare

“Je ne suis pas satisfait de voir l'Otan aux portes de l'Égypte”

Entretien avec un responsable du « Comité national égyptien pour le droit à la santé, contre la privatisation de l'assurance maladie » (créé en mai 2007)

Que pensez-vous de l'appel pour une conférence internationale à Alger ?

Le but de cette conférence est tourné contre l'intervention étrangère au Maghreb, en Afrique et peut-être même celle qui se préparerait en Syrie. Je suis contre toute intervention étrangère en Syrie. J'étais contre l'occupation de l'Irak. Je suis contre l'Otan. Les révolutions n'ont pas besoin de cela. Néanmoins, sur la Libye, je suis mal à l'aise. Il y a eu une révolte populaire, même si les choses n'ont rien à voir avec la révolution en Tunisie et en Égypte. En quatre semaines, les hommes de Kadhafi ont tué près de dix mille personnes. Je sais qu'Amnesty International et Human Rights Watch ont parlé de quelques centaines. Je pense que c'était sous-estimé. La vérité doit se situer entre les deux. Kadhafi a promis une boucherie. La rébellion a demandé l'intervention. Maintenant, l'Otan est là, et pour longtemps. C'est très inquiétant pour les pays autour de la Libye, pour la Tunisie, pour l'Égypte. Je ne suis pas du tout satisfait de voir l'Otan aux portes de l'Égypte. Le remède est-il plus dangereux que le mal ? C'est la réponse à cette question qui me met mal à l'aise.

L'occupation militaire n'a-t-elle pas pour but d'accentuer l'ingérence dans les affaires intérieures des pays, le pillage de leurs richesses et les coupes dans les budgets sociaux, tout comme le FMI, l'Union européenne et la Banque centrale européenne le font vis-à-vis des peuples d'Europe, en Grèce, en Italie, en France, au compte des capitalistes et des spéculateurs ?

Bien sûr, derrière l'intervention militaire en Libye et ce qu'ils appellent la « guerre civile », il y a la guerre que se livrent la France et les États-Unis, notamment, pour le contrôle de leur approvisionnement en pétrole et pour les marchés d'équipements militaires. Il y a aussi la volonté de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils privatisent. Dans le domaine qui est le mien, la santé, le gouvernement Nazif et Moubarak, sous l'impulsion de l'Union européenne, de la Banque mondiale et de l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international — NDLR) avait un projet de loi visant à ce que le secteur privé devienne le principal prestataire de soins en Égypte. Le projet prévoyait de transférer à un organisme à but commercial, 40 hôpitaux, plus de 600 polycliniques, environ 3 000 dispensaires, plus de 500 pharmacies, tous publics ou à but non lucratif, ainsi qu'un fonds de plus d'un demi-milliard de livres (60 millions d'euros). Et cette



En mai déjà, les médecins manifestaient.

Photo DK

holding pour les services médicaux était habilitée à mettre en Bourse tous ses actifs. Le Comité pour le droit à la santé a organisé plusieurs manifestations devant le ministère de la Santé et, le 4 septembre 2008, le tribunal administratif a suspendu le transfert au privé des établissements médicaux. Mais le gouvernement prévoyait aussi d'augmenter les cotisations d'assurance maladie et de laisser 30 % du coût des médicaments et 25 % des frais d'hospitalisation à la charge des malades. L'Égypte devait être un exemple en la matière. Ce sont des choses qui doivent être dites et rapportées à l'échelle internationale. Nous aimerions les dire à la conférence.

Une campagne vient d'être lancée au Caire par différentes organisations et personnalités pour l'abandon des dettes égyptiennes. Un des arguments forts est que ces dettes sont celles du régime Moubarak et que le peuple n'a pas à les payer. Qu'en pensez-vous ?

C'est vrai, mais c'est insuffisant. On ne peut pas s'en tenir aux dettes existantes. Elles s'élèvent à 35 milliards de dollars et on nous parle d'en emprunter autant. Cela doublerait la dette du pays. Mais il y a encore plus grave : les pays du Golfe, Abou Dabi, en particulier, ont octroyé à l'Égypte un prêt de 500 millions de dollars pour la réalisation d'équipements de santé. La condition posée à ce prêt est que les équipements doivent être réalisés en partenariats public-privé. Cela va dans le même sens que le projet de privatisation de la santé de Moubarak. Le plan de réalisations du gouvernement actuel ne dit pas si celles qu'il projette de lancer seront publiques ou privées. Pour moi, cela signifie qu'elles ne seront pas publiques. C'est très grave.

“Campagne pour l'abandon des dettes égyptiennes”

Alors qu'une délégation du FMI était au Caire, une conférence de lancement de la campagne s'est tenue, le 31 octobre, dans les locaux du syndicat des journalistes. « Les dettes égyptiennes s'élèvent à 35 milliards de dollars. Les intérêts de ces dettes coûtent près de 3 milliards de dollars par an, plus que toutes les subventions alimentaires dont le FMI nous rebat les oreilles, plus que nos dépenses de santé », a expliqué le journaliste Wael Gamal qui présidait la conférence.

Kamal Abou Eita, président de la Fédération indépendante des syndicats, déclarait pour sa part : « Pendant quarante ans de corruption et d'oppression, les salaires ont diminué tandis que les prix ont augmenté ; les biens et ressources du peuple égyptien ont été vendus et, sous les privatisations, les travailleurs ont été forcés de quitter leur emploi au nom d'une politique de retraites anticipées. (...) Nous n'acceptons pas que notre peuple et les générations futures aient à rembourser des dettes dont ils n'ont reçu aucun bénéfice. »

Pour les initiateurs, il s'agit d'« un mouvement populaire qui vise à aider à l'indépendance économique de l'Égypte vis-à-vis des multiples formes d'exploitation, de subordination et d'appropriation des ressources qui ont été imposées au peuple d'Égypte au cours des dernières décennies par le régime du dictateur déchu, Hosni Moubarak, et ses collaborateurs à l'étranger. »

SYRIE

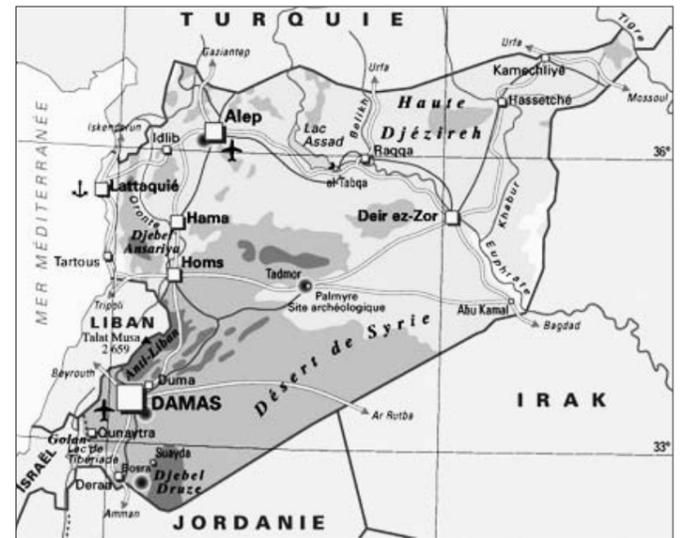
Que se passe-t-il en Syrie ?

Il devient de plus en plus difficile d'obtenir des informations précises sur la situation en Syrie.

D'un côté, dans les médias occidentaux, c'est une campagne. Indiscutablement, les victimes de la répression sont nombreuses. Sans qu'il soit néanmoins possible de le vérifier, on parle de plus de trois mille morts depuis le mois de mars. L'armée syrienne réprime à l'arme lourde, des villes entières ont été encerclées dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre. Selon Rami Abdul Rahman, directeur de l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme basé à Londres, interrogé par le quotidien *Asharq Al-Awsat*, « le régime syrien est bien averti, par l'expérience libyenne, que l'Ouest est fortement concerné par la transformation de la Syrie en une société démocratique ». Laissons à Rahman la responsabilité de ce qu'il avance quant à l'objectif démocratique de « l'Ouest », en Syrie comme en Libye. Il ajoute que le roi d'Arabie Saoudite « est le dirigeant arabe le plus influent dans la rue syrienne, bien plus que tout autre dirigeant arabe, car il bénéficie de l'amour et est apprécié par une partie de la rue syrienne, tout en ayant une influence sur le régime au pouvoir à Damas ».

Ajoutons que cet observatoire, qui est la principale source de renseignements des médias « démocratiques » sur la situation en Syrie, est financé par des fonds saoudiens, et nous aurons un aperçu objectif de la nature d'une partie de l'opposition syrienne organisée à l'extérieur du territoire national. D'un autre côté, pour justifier sa répression, le régime syrien évoque des désertions dans l'armée, des groupes paramilitaires qui cherchent à le déstabiliser, des exécutions sommaires d'officiers, des provocations ethniques. Pour répondre à l'ultimatum lancé par la Ligue arabe, qui demandait que cesse la répression (il est à noter à ce propos que l'on attend toujours un même ultimatum contre la répression au Bahreïn par exemple), le gou-

“La perspective d'une intervention étrangère est largement rejetée”



vernement de Bachar al-Assad a ordonné la libération de cinq cent cinquante prisonniers arrêtés depuis mars et annoncé sa volonté de « réformer le pays ». Un communiqué de la Ligue arabe, daté du dimanche 6 novembre, accuse Damas de ne pas avoir tenu ses engagements. La Ligue arabe, présidée par le Qatar, l'un des principaux soutiens au CNT libyen, accuse Damas de double langage. L'un de nos correspondants au Moyen-Orient, joint par téléphone, indique de son côté : « On n'a jamais vu autant d'armes circuler en

Syrie. D'où viennent-elles ? Personne n'est capable de le dire. Avant le début de la crise politique, personne n'avait d'arme à feu. C'est à croire que l'on cherche à pousser les Syriens à s'entretuer, qu'on les pousse à la guerre civile comme en Libye. Les Syriens sont inquiets, et c'est pour cela qu'une partie de la population soutient le régime. Non pas nécessairement la politique de Bachar, mais l'unité nationale. Après l'exemple libyen, la perspective d'une intervention étrangère de l'Otan est largement rejetée. » En outre, la faiblesse historique du mouvement ouvrier organisé en Syrie, terriblement réprimé dans les dix premières années du régime d'Hafez al-Assad, père du président actuel, comme l'inféodation de la plupart des groupes d'opposants à l'Arabie Saoudite et aux États-

Unis, rend toute expression indépendante — tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur — problématique.

En Syrie même, des groupes qui contestent le pouvoir se constituent, ouvertement ou dans la clandestinité. Selon notre correspondant cité plus haut, ces groupes sont tantôt religieux, liés aux Frères musulmans c'est-à-dire dirigés directement par l'Arabie Saoudite, prônant la création d'un régime théocratique tantôt laïques, regroupant toutes les composantes de la nation syrienne (arabes, kurdes, alaouites, sunnites, chrétiens...). Dans leur écrasante majorité contre toute intervention étrangère (mis à part les Frères musulmans qui, par leurs diverses branches dans le Conseil national syrien créé en Turquie, militent pour une intervention), ces groupes ne sont pas homogènes.

Parallèlement, à plusieurs reprises, des manifestations de plus d'un million de participants à Damas ont affirmé leur soutien au régime. Tous les jours, des Syriens sont tués.

Si aujourd'hui l'impasse est totale, c'est parce que par tous les moyens, on interdit de part et d'autre au peuple syrien de disposer de lui-même.

A cet objectif démocratique — rejeté également par le pouvoir en place — l'impérialisme fondé sur la division des peuples et l'éclatement des nations, comme en Irak ou en Libye, oppose une fois de plus le chaos et la guerre civile.

F. LAZAR ■

VIENT DE PARAÎTRE

Dialogue n°29

Le numéro 29 de la revue *Dialogue*, « revue de discussion entre militants arabes et juifs de Palestine, pour le droit au retour, pour un seul Etat », vient de paraître. Les contributions publiées dans ce numéro reviennent largement sur la demande faite lors de l'assemblée générale de l'Onu, le 23 septembre dernier, de la reconnaissance d'un « Etat de Palestine ». L'appréciation de la signification de l'accord de réconciliation entre le Fatah et le Hamas — les deux principales organisations palestiniennes, essentiellement en conflit pour

diriger l'Autorité palestinienne —, ou encore de ce que les médias appellent le « mouvement social israélien » figurent également au sommaire de la revue. Dans son introduction, la rédaction de la revue considère : « Une fois de plus, un constat s'impose : celui d'une impasse complète pour tous les peuples de la région, qui est le produit d'une politique fondée sur la ségrégation raciale et sociale du peuple palestinien et sur la parti-

tion de la Palestine. La seule issue positive au drame palestinien n'inclut-elle pas un seul Etat avec des droits égaux pour les deux composantes arabe et juive ? Nous invitons nos lecteurs à poursuivre cette discussion. »



Site Internet : www.dialogue-review.com

Vous pouvez vous procurer *Dialogue* sur abonnement :

17 euros, 4 numéros. Chèque à libeller aux « Amis de Dialogue » et à retourner à :

Revue *Dialogue*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.